

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 19 FÉVRIER 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 24/120 HYERES STATIONNEMENT - CONTRAT D'ABONNEMENT LONGUE DUREE POUR LA SOCIETE SCCV CARRE VICTORIA SUR LE PARC DE STATIONNEMENT GAMBETTA SIS A HYERES-LES- PALMIERS - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/120

BUREAU DU 19 FÉVRIER 2024

**O B J E T : HYERES STATIONNEMENT - CONTRAT
D'ABONNEMENT LONGUE DUREE POUR LA SOCIETE
SCCV CARRE VICTORIA SUR LE PARC DE
STATIONNEMENT GAMBETTA SIS A HYERES-LES-
PALMIERS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°19/10/287 du 03 octobre 2019 portant transfert au 1^{er} janvier 2018 à la Métropole Toulon Provence Méditerranée de la compétence Parcs et Aires de Stationnement,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n° 23/07/164 du 6 juillet 2023 portant modification de la délibération n°19/12/495 du 10 décembre 2019 adoptant les procès-verbaux de transfert des biens immobiliers appartenant à la ville d'Hyères-Les-Palmiers à la Métropole,

VU le contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des parcs en ouvrage Gambetta, Clémenceau et Casino signé entre la Commune d'Hyères-Les-Palmiers et la Société INDIGO - HYERES STATIONNEMENT le 26 décembre 2017,

CONSIDERANT que la Société SCCV CARRE VICTORIA a obtenu un permis de construire sous le numéro PC 083 069 23 00044 en date du 04 juillet 2023, pour la construction d'un bâtiment,

CONSIDERANT que la société SCCV CARRE VICTORIA souhaite bénéficier de 9 (neuf) abonnements pour des emplacements banalisés dans le parc de stationnement Gambetta à Hyères-les-palmiers, afin de satisfaire aux prescriptions d'urbanisme,

CONSIDERANT que la durée du présent contrat d'abonnement est consentie pour 15 années, soit au-delà du terme du contrat de DSP conclu avec HYERES STATIONNEMENT,

CONSIDERANT que la Métropole TPM en accepte le principe,

CONSIDERANT que le contrat d'abonnement mentionne qu'à compter du 1^{er} janvier 2033, la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou tout nouveau délégataire du parc de stationnement Gambetta à Hyères-les-Palmiers se substituera aux droits et obligations de la Société HYERES STATIONNEMENT,

CONSIDERANT qu'au-delà du terme du contrat de délégation de service public et jusqu'au terme des 15 années d'abonnement, l'abonné sera facturé directement par la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou tout opérateur du service public ayant l'exploitation du parking Gambetta,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE UNIQUE

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision relatifs au contrat d'abonnement longue durée pour le parc de stationnement Gambetta à Hyères-les-Palmiers, entre la société HYERES STATIONNEMENT titulaire d'un contrat de délégation de service public, la société SCCV CARRE VICTORIA et la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 février 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0



CONTRAT D'ABONNEMENT LONGUE DURÉE
POUR LE PARC DE STATIONNEMENT GAMBETTA sis à HYERES LES PALMIERS

ENTRE :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, sise Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cédex 9,

Ci-après dénommée « **TPM** »

De première part,

La société **HYERES STATIONNEMENT**, Société par actions simplifiées au capital de 300 000€, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 834 182 784, dont le siège social est au 1 place des Degrés – Tour Voltaire – 92800 PUTEAUX (LA DEFENSE), représentée par Monsieur Pierre BONNABAUD, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée la « **Société** »

De Seconde part,

La société **SCCV CARRE VICTORIA**, Société civil immobilière construction vente au capital de 100,00€ inscrite au registre du commerce et des sociétés de TOULON sous le numéro 981 257 298 dont le siège social est situé 526 chemin de la vilette CARRE VILETTE représentée par MENARD Franck en sa qualité de Gérant, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée l'« **Abonné** »

De Troisième part,

Ci-après désignées conjointement les « **Parties** » ou individuellement « **Partie** ».

LESQUELS ONT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

La société **HYERES STATIONNEMENT** est titulaire d'un contrat de délégation signé le 26 décembre 2017 avec la Ville d'HYERES-LES-PALMIERS relatif au parc GAMBETTA (ci-après désigné le « **Parc de stationnement** »).

La Métropole Toulon Provence Méditerranée vient aux droits de la Ville d'HYERES-LES-PALMIERS eu égard à la délégation de service public précitée.

Le contrat de délégation est conclu pour une durée de 15 années, expirant le 31 décembre 2032.

La société **SCCV CARRE VICTORIA** a obtenu un permis de construire en date du 04/07/2023 sous le numéro PC 083 069 23 00044 pour la construction de **L'Édification d'un bâtiment en R+4 à contenance mixte comprenant des halles gourmandes en RDC et R-1, 2 plateaux de bureaux ERP au R+1, et 9 logements dans les étages supérieurs.**

Afin de satisfaire aux prescriptions d'urbanisme, la société **SCCV CARRE VICTORIA** souhaite bénéficier de 9 (neuf) abonnements pour des emplacements banalisés dans le Parc de stationnement Gambetta à Hyères-les-Palmiers, pour une durée de 15 (quinze) ans.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

Compte tenu de la date de fin du contrat de délégation de service public fixée au 31 décembre 2032 et de la durée du présent contrat d'abonnement consenti pour 15 années, la Métropole Toulon Provence Méditerranée accepte que le contrat d'abonnement souscrit ci-après soit d'une durée supérieure à celle du contrat de délégation de service public et ce, dans les conditions ci-après fixées.

La Société et la Métropole Toulon Provence Méditerranée consentent de mettre à disposition de l'Abonné 9 (neuf) abonnements mensuels permettant l'accès à 9 places de stationnement banalisées dans le Parc de stationnement Gambetta à Hyères-les-Palmiers pour une durée de 15 années.

Ce contrat d'abonnement (ci-après désigné « **le Contrat d'Abonnement** ») donne un droit d'accès et de stationnement sur les 9 (neuf) places au Parc Gambetta, 24 heures/24 heures et 365 jours/365.

ARTICLE 2 – SUBSTITUTION

a) De l'Abonné

L'Abonné pourra se substituer toute personne morale de son choix sous réserve de l'agrément préalable de la Société qui ne pourra être valablement refusé si la personne morale substituée présente les garanties financières équivalentes à celles de l'Abonné.

En cas de substitution d'une société affiliée à la société **SCCV CARRE VICTORIA** au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce, cette dernière se porte fort du respect de ses engagements au titre du présent contrat par la filiale substituée.

b) De la Métropole Toulon Provence Méditerranée - TPM

A compter du 1^{er} janvier 2033, la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou tout nouveau délégataire du Parc de stationnement Gambetta se substituera aux droits et obligations de la Société au titre du présent contrat, ce que reconnaît expressément l'Abonné.

ARTICLE 3 - DURÉE de l'ABONNEMENT ET ENTREE EN VIGUEUR

3.1 - Le Contrat est conclu sous la condition suspensive de l'obtention par l'Abonné du permis de construire, purgé de tout recours, relatif à sa demande.

Il prendra effet dès sa signature par les Parties.

Pour le cas où le permis de construire purgé de tout recours ne serait pas obtenu au plus tard le 1 décembre 2023, le présent contrat deviendra caduc, sauf prorogation décidée d'un commun accord entre les Parties, sans indemnité de part ni d'autre (SANS OBJET permis purgé)

3.2 - Le présent Contrat est conclu pour une durée de 15 (quinze) ans commençant à courir à la date suivante :

- Il est conclu pour une durée ferme et définitive de QUINZE (15) ans et commence à courir à compter de la livraison de l'Immeuble et au plus tard le 01/07/2025.
Le début de la durée du Contrat correspondra à la prise de possession des Emplacements.

Il est précisé que la remise au Contractant des cartes donnant accès à l'ouvrage, par remise en mains propres au bureau d'accueil du Parc, interviendra au plus tard à la date de livraison de l'immeuble étant précisé que l'absence de récupération des dites cartes ainsi que le refus ou l'absence d'utilisation par le Contractant ou ses ayants-droits des droits consentis aux présentes sera sans effet sur la validité du Contrat et son exécution par les parties.

Le présent Contrat prendra fin automatiquement sans aucune formalité par simple survenance de son terme.

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIÈRES

4-1 Montant initial de l'abonnement

Les Parties conviennent que le montant de l'abonnement forfaitaire annuel est de **966,24** euros hors taxe, soit **1 159,50** euros TTC par an et par emplacement.

Soit un montant total de **8 696,16** euros hors taxe et **10 435,39** euros TTC par an, pour les 9 abonnements annuels.

La TVA appliquée est celle applicable au moment de la facturation.

4.2 – Indexation

4-2-1 Formule d'indexation

Les Parties prennent acte que les tarifs seront actualisés selon la grille tarifaire annuelle en vigueur. Cette grille étant la résultante des modalités d'indexation de la délégation de service public.

4.3 Règlement

La Société facturera les **9 (neuf) abonnements de façon Annuelle**. Ces modalités pourront faire l'objet de modification.

L'Abonné devra procéder au paiement des factures d'abonnement dans les 30 (trente) jours à compter de la date d'émission de la facture.

Au-delà du 31 décembre 2032, (terme du contrat de délégation de service public) et jusqu'au terme des 15 années d'abonnement définie conformément à l'article 3.2, l'Abonné sera facturé directement par la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou toute autre société gestionnaire du Parc de stationnement public assurant l'exploitation du parking Gambetta. Aussi les modalités de facturation pourront évoluer.

ARTICLE 5 - DROIT D'ACCES ET DE STATIONNEMENT

La Société remettra, sans autres frais que ceux convenus ci-avant, 9 (neuf) cartes d'accès à l'Abonné.

A cet égard, l'Abonné est tenu d'indiquer les numéros des plaques d'immatriculation et tiendra la Société informée de tout changement relatif aux immatriculations dans les 30 (trente) jours qui suivent.

Les 9 (neuf) cartes d'accès remises à l'Abonné confèrent à celui-ci le droit d'entrer avec un véhicule dans le Parc de Stationnement et de pouvoir y stationner sur 9 (neuf) emplacements.

~~L'Abonné ne peut stationner simultanément qu'un seul véhicule automobile par carte d'accès délivrée. En cas de non-respect de cette clause, la Société facturera les heures de stationnement supplémentaires à l'Abonné au tarif horaire en vigueur dans le Parc de stationnement.~~

Dans le cas où l'Abonné se présenterait sans carte d'accès avec son véhicule à l'entrée du Parc de stationnement, celui-ci devra retirer un ticket horaire à la borne d'entrée et acquitter le droit de stationnement aux caisses au tarif horaire en vigueur dans le Parc de stationnement avant de sortir. Dans le cas où l'Abonné se présenterait avec son véhicule à la sortie du Parc de stationnement sans être en possession d'une carte d'accès ou d'un ticket horaire valide, celui-ci devra acquitter le forfait « Ticket perdu » affiché dans le Parc de stationnement.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'UTILISATION DU DROIT DE STATIONNEMENT

Comme condition essentielle et déterminante, l'Abonné s'engagera à respecter et à faire respecter par les personnes qui l'accompagnent et celles qui utilisent son véhicule, les termes et conditions du règlement intérieur du Parc de stationnement affiché dans le Parc de stationnement.

Il sera notamment tenu de respecter à l'intérieur du Parc de stationnement les règles du Code de la Route et la signalisation, ainsi que toutes les indications qui lui seront données par les employés de la Société ou de toute autre société gestionnaire du Parc de stationnement.

L'Abonné ne devra commettre aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la bonne tenue du Parc de stationnement et aux équipements de l'ouvrage ou d'engager la responsabilité de la Société vis-à-vis des autres occupants du Parc de stationnement ou du voisinage.

L'Abonné est responsable de tous accidents, dégâts et dommages qu'il pourra causer ou qui seront causés par ses ayants-droits ou personnes circulant dans le Parc de stationnement, à leurs biens, aux véhicules stationnés ou aux installations du Parc de stationnement.

En cas de sinistre ou de danger présumé, la Société se réserve la possibilité de faire déplacer tout véhicule sans autorisation préalable de l'Abonné, et ce, par dérogation à l'alinéa ci-dessous concernant les travaux.

En cas de travaux, la Société pourra faire déplacer le ou les véhicules s'ils n'ont pas été déplacés dans un délai de 8 (huit) jours calendaires après réception de la notification envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception à l'Abonné.

ARTICLE 7 – CESSION

Toute cession totale ou partielle au profit de tiers bénéficiaires est autorisée sous réserve que la Société, jusqu'au 31 décembre 2032, puis de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, les années suivantes, soit informée par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception, par le cédant, 1 (un) mois au moins avant la cession projetée et ce, afin que le cessionnaire participe à la signature d'un avenant au présent contrat.

L'Abonné devra faire signer un avenant au cessionnaire, et le communiquer à la Société et la Métropole Toulon Provence Méditerranée. Dans cet avenant, le cessionnaire devra accepter les conditions du présent contrat.

La cession ne sera réputée définitive qu'après signature de l'avenant.

ARTICLE 8 – RESILIATION DU CONTRAT

En cas d'inexécution par l'Abonné de l'une quelconque des obligations lui incombant au titre du présent contrat,

Celui-ci pourra être mis en demeure d'exécuter ses obligations dans un délai de 15 jours par l'envoi d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans l'hypothèse où cette mise en demeure resterait sans effet, la Société ou TPM sera en droit de résilier le contrat par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception ayant pour objet la résiliation du contrat. La résiliation sera effective 15 jours après la réception par l'Abonné, du courrier recommandé et ou de toute notification par voie d'huissier.

A titre d'indemnité, l'Abonné sera tenu de payer le manque à gagner de la Société et ou de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, correspondant au montant des abonnements à payer sur la durée restante du contrat à la date de la résiliation.

ARTICLE 9 – TRAVAUX – EVENEMENTS NON IMPUTABLES A LA SOCIÉTÉ

9.1 – La Société se réserve la possibilité d'effectuer tous travaux nécessaires au bon fonctionnement du Parc de stationnement.

Il est précisé que, durant la période de travaux occasionnant une indisponibilité de certains emplacements, la Société assurera la gestion de son parking de façon à garantir un accès privilégié à l'Abonné et prioritaire par rapport à ses autres usagers.

En cas de nécessité et selon l'ampleur des travaux, il pourra être demandé à l'Abonné de ne pas utiliser ses droits d'accès pendant la durée nécessaire aux travaux. La Société en avertira préalablement par lettre recommandée avec accusé de réception le Bénéficiaire, un mois au moins avant le début des travaux.

Au cas où l'ampleur des travaux ne permettrait pas l'accès au Parc de stationnement, le montant de l'Abonnement sera diminué au prorata temporis du nombre de jours d'inaccessibilité au Parc de stationnement. Cette disposition ne s'appliquera pas si la Société fournit à l'Abonné un accès, pendant la période d'inaccessibilité, dans un parc de stationnement avoisinant dépendant de la même zone géographique tarifaire.

9.2 – En cas de survenance d'évènements non imputables à la Société perturbant l'accès au Parc de stationnement, l'Abonné ne pourra exiger le versement d'aucune indemnité.

ARTICLE 10 – ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les Parties font élection de domicile en leur siège social respectif. Chaque Partie informera l'autre dans les meilleurs délais de tout changement de siège la concernant.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS DIVERSES

Les données personnelles recueillies lors de la conclusion du présent Contrat font l'objet d'un traitement par la Société nécessaire à la gestion et l'exécution du Contrat (paiement, facturation, accès au Parc, contentieux) et au bon déroulement de celui-ci.

Les données personnelles concernées sont :

- Données d'identification (Nom, prénom) ;
- Données privées (Numéro de téléphone, mail, adresse, date et lieu de naissance ; situation familiale, régime matrimoniale, état du contentieux si applicable) ;
- Données financières (RIB, état des impayés) ;
- Données sensibles (en cas de demande de places PMR).

Elles sont conservées pendant toute la durée du Contrat puis 10 ans après, conformément à l'article L123-22 du Code de commerce.

La base légale de ce traitement est l'exécution du Contrat établi entre la Société Hyères Stationnement et l'abonné et, en cas de contentieux, l'intérêt légitime de la Société Hyères Stationnement.

Le Société Hyères Stationnement est susceptible de communiquer les données personnelles à des employés du Groupe Indigo et/ou des sous-traitants dûment habilités, pour les seuls besoins de la réalisation de la finalité pour laquelle elles sont recueillies, telle qu'exposée ci-dessus.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, dans sa dernière version modifiée en vigueur 1978 modifiée, notamment par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018, ainsi que de la loi "pour la confiance dans l'économie numérique" n° 2004-575 du 21 juin 2004 et au Règlement Général sur la Protection des Données n° 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD), le Contractant dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, d'opposition pour motifs légitimes, de définition du sort des données après son décès, et de portabilité des données personnelles, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la Protection des Données Personnelles du Délégataire par courrier : c/o Indigo Park – Délégué à la Protection des Données Personnelles – Tour Voltaire, 1, Place des Degrés – TSA 43214 – 92919 La Défense Cedex, ou par email : dpo.fr@group-indigo.com, en précisant les références du Contrat et son identité.

Un justificatif pourra être demandé en cas de doute sur l'identité du demandeur. Les demandes de suppression de données personnelles seront soumises aux obligations imposées au Délégataire par la loi, notamment en matière de conservation ou d'archivage des documents.

Le Contractant peut, à tout moment, déposer une plainte auprès de la CNIL (<https://www.cnil.fr/fr/plaintes>).

Pour plus d'informations sur le traitement des données personnelles par le Délégataire, le Contractant peut consulter la Politique de Confidentialité du Groupe Indigo, sur simple demande, ou sur le site internet marchand du Groupe Indigo.

Au-delà du 31 décembre 2032, (terme du contrat de délégation de service public) et jusqu'au terme des 15 années d'abonnement définie conformément à l'article 3.2, les données personnelles seront recueillies par la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou toute autre société gestionnaire du

Parc de stationnement public assurant l'exploitation du parking Gambetta. Aussi les modalités liées aux données personnelles pourront évoluer et feront l'objet d'un avenant.

Le Contrat est soumis aux dispositions du droit français.

Les notifications entre les parties seront valablement envoyées aux adresses figurant en tête du Contrat, sauf modifications notifiées par lettre recommandée avec accusé de réception

ARTICLE 11 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour toutes contestations pouvant opposer l'une des parties aux présentes, il est fait expressément attribution de juridiction aux Tribunaux compétents de la situation des biens objet des présentes.

Fait à TOULON, en trois exemplaires, le 18/12/2023

Pour Métropole Toulon Provence Méditerranée Jean-Pierre GIRAN	Pour HYERES STATIONNEMENT Pierre BONNABAUD	Pour la société SCCV CARRE VICTORIA
		